

LE MARXISME ET LA QUESTION NATIONALE ¹

(1913)

La période de contre-révolution en Russie apporta non seulement « la foudre et l'éclair », mais aussi la déception à l'égard du mouvement, le manque de foi dans les forces communes. On avait cru à un « avenir radieux », et les gens luttèrent ensemble indépendamment de leur nationalité : les problèmes communs, avant tout ! Un doute se glissa dans l'âme, et les gens commencèrent à se séparer pour regagner chacun son

¹ L'article « Le marxisme et la question nationale », écrit fin 1912-début 1913, à Vienne, parut pour la première fois en 1913 sous la signature K. Staline dans les numéros 3-5 de la revue bolchévique *Prosvetchénie*, sous le titre : « La question nationale et la social-démocratie ». En 1914, il fut publié en brochure sous le titre : *La question nationale et le marxisme*, aux éditions Priboï (Petersbourg). En 1920, l'article fut réédité par le commissariat du peuple aux Minorités nationales dans le *Recueil d'articles de Staline sur la question nationale* (Editions d'État, Toula). Ce recueil était précédé d'une « Note de l'auteur » dont le passage ci-dessous se rapporte au présent article :

« L'article reflète la période des discussions de principe sur la question nationale dans les rangs de la social-démocratie russe, à l'époque de la réaction tsariste et des grands propriétaires fonciers, un an et demi avant le début de la guerre impérialiste, époque où montait la révolution démocratique bourgeoise en Russie. Deux théories de la nation s'affrontaient alors et, partant, deux programmes nationaux : le programme *autrichien*, appuyé par le Bund et les menchéviks, et le programme *russe*, bolchévique. Le lecteur trouvera dans l'article la caractéristique de ces deux courants. Les événements ultérieurs, plus particulièrement la guerre impérialiste et le démembrement de l'Autriche-Hongrie en États nationaux distincts, ont montré avec évidence de quel côté est la vérité. Maintenant que Springer et Bauer sont restés Gros-Jean comme devant avec leur programme national, il n'est guère possible de douter que l'histoire a condamné l'« école autrichienne ». Le Bund lui-même a dû reconnaître que « la revendication de l'autonomie nationale-culturelle [c'est-à-dire du programme national autrichien], formulée en régime capitaliste, perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste ». (Voir *La XI^e conférence du Bund*, 1920). Le Bund ne se doute même pas que, de ce fait, il a reconnu (sans le faire exprès), l'inconsistance doctrinale des fondements théoriques du programme national autrichien, l'inconsistance doctrinale de la théorie autrichienne de la nation ».

C'est à propos de cet article de Staline que Lénine écrivait à Gorki dans la seconde moitié de février 1913 : « Nous avons ici un merveilleux Géorgien qui, après avoir rassemblé tous les matériaux autrichiens et autres, a entrepris de composer un grand article pour le *Prosvetchénie*. » Lorsque l'ouvrage parut, Lénine en reconnut hautement le mérite dans son article : « Le programme national du P.O.S.D.R. », que publia la revue *Social-démocrate*, n° 32, du 28 (5) décembre 1913. Indiquant les raisons qui, au cours de cette période, placèrent à l'un des tout premiers plans la question nationale, il écrit : « Dans la littérature marxiste théorique, cet état de choses, ainsi que les principes du programme national de la social-démocratie ont déjà, ces derniers temps, été mis en lumière (citons ici en premier lieu l'article de Staline). »

chez soi national : que chacun ne compte que sur soi-même ! « Problème national », avant tout !

En même temps, se produisait dans le pays une sérieuse refonte de la vie économique. L'année 1905 n'avait pas été perdue pour lui : les restes du régime de servage à la campagne avaient reçu un coup de plus. Une série de bonnes récoltes succédant aux disettes et l'essor industriel qui suivit, firent progresser le capitalisme. La différenciation à la campagne et la croissance des villes, le développement du commerce et des voies de communication firent un grand pas en avant. Cela est vrai surtout en ce qui concerne la périphérie. Or, cela ne pouvait pas ne pas accélérer le processus de consolidation économique des nationalités composant la Russie. Ces dernières devaient se mettre en mouvement...

C'est encore dans le sens d'un réveil des nationalités qu'agissait le « régime constitutionnel » qui s'était établi à cette époque. Le développement des journaux et de la littérature en général, une certaine liberté de la presse et des institutions culturelles, le développement des théâtres nationaux, etc., contribuèrent sans nul doute à renforcer les « sentiments nationaux ». La Douma avec sa campagne électorale et ses groupes politiques ouvrit de nouvelles possibilités pour ranimer les nations, une nouvelle et vaste arène pour la mobilisation de ces dernières.

Et la vague de nationalisme belliqueux, partie d'en haut, toute une suite de répressions de la part des « détenteurs du pouvoir », qui se vengeaient sur la périphérie pour son « amour de la liberté », provoquèrent une contre-vague de nationalisme montant d'en bas, qui se transformait parfois en un grossier chauvinisme. Le renforcement du sionisme¹ parmi les Juifs, le chauvinisme croissant en Pologne, le panislamisme² parmi les Tatars, le renforcement du nationalisme parmi les Arméniens, les Géorgiens, les Ukrainiens la tendance générale du philistin à l'antisémitisme, autant de faits connus de tous.

¹ *Sionisme*, courant politique nationaliste-réactionnaire, qui avait des partisans dans la petite et la moyenne bourgeoisie juive commerçante et artisanale, parmi les intellectuels, les employés de commerce, les artisans et dans les couches les plus arriérées des ouvriers juifs. Ce courant se donnait pour but d'organiser en Palestine un État bourgeois juif propre et cherchait à isoler les masses ouvrières juives de la lutte commune du prolétariat.

² *Panislamisme*, idéologie politique des couches supérieures turques, tatars, etc. (khans, mollahs, grands propriétaires fonciers, marchands, etc., qui tendaient à réunir en un tout unique tous les peuples confessant l'islamisme (religion musulmane). Un autre courant proche du panislamisme, c'est le *panturquisme* ; celui-ci tendait à grouper les populations musulmanes turkies sous le pouvoir des Turcs.

La vague de nationalisme montait, toujours plus forte, menaçant d'entraîner les masses ouvrières. Et plus le mouvement de libération allait décroissant, plus les fleurs du nationalisme s'épanouissaient luxuriantes.

Dans ce moment difficile, une haute mission incombait à la social-démocratie : battre en brèche le nationalisme, préserver les masses de la « contagion » générale. Car la social-démocratie, et elle seule, pouvait le faire, en opposant au nationalisme l'arme éprouvée de l'internationalisme, l'unité et l'indivisibilité de la lutte de classes. Et plus la vague de nationalisme montait, plus retentissante devait être la voix de la social-démocratie en faveur de la fraternité et de l'unité des prolétaires de toutes les nationalités de Russie. En cette circonstance, les social-démocrates de la périphérie, qui se heurtaient directement au mouvement nationaliste, devaient faire preuve d'une fermeté particulière.

Or, tous les social-démocrates ne se sont pas montrés à la hauteur de cette tâche, et, avant tout, les social-démocrates de la périphérie. Le Bund ¹

¹ Le *Bund*, Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie. Fondé en septembre 1897 au congrès de Vilna, il déploya une grande activité principalement parmi les artisans juifs. Le Bund adhéra au P.O.S.D.R. au I^{er} congrès de ce dernier (en 1898), « en tant qu'organisation autonome, indépendante seulement dans les questions concernant spécialement le prolétariat juif ». Jusqu'en 1901, au nombre des revendications politiques, le Bund ne formulait à part que celle de l'égalité civique pour les Juifs. Au II^e congrès du P.O.S.D.R. en 1903, le Bund quitta le Parti, après que le congrès eut repoussé la revendication du Bund exigeant qu'on le reconnût comme le représentant unique du prolétariat juif et qu'on acceptât une structure du Parti sur des bases fédératives. À son VI^e congrès tenu en 1905, le Bund formule la revendication de l'« autonomie culturelle-nationale », qui s'exprime dans le « retrait, du ressort de l'État et des organismes d'autonomie locale et territoriale, de toutes les fonctions rattachées aux questions de la culture (instruction publique, etc.), et dans leur transmission à la nation elle-même, sous la forme d'institutions spéciales, tant locales que centrales, élues par tous les membres sur la base du suffrage universel égal, direct et secret ». La seconde union du Bund avec le P.O.S.D.R. eut lieu après le IV^e congrès de Stockholm, en 1906. Ce congrès n'examina pas la question du programme national du Bund ; il la laissa ouverte. Dans la lutte au sein du Parti, le Bund occupait la plupart du temps une position de droite et soutenait les menchéviks ; à dater de 1912, il entra en rapports étroits d'organisation avec les liquidateurs. Pendant la guerre, le Bund (à l'exception d'un petit nombre d'internationalistes) fut partisan de la défense nationale, et, après la révolution de Février, il soutint le gouvernement de coalition et combattit les bolchéviks. Fin 1918, des groupes de gauche s'organisèrent au sein du Bund et, en mai 1919, se tint à Kiev la première conférence du « Bund communiste » dissident d'Ukraine, où il fusionna avec le « Parti communiste juif unifié » pour former l'Union communiste juive » (*Komfarband*), admise au Parti communiste russe au mois d'août 1919. En Biélorussie, l'aile gauche du Bund, organisée en « Parti communiste juif », adhéra également au PCR, en mars 1919. Enfin, en mars 1921, à la conférence de Minsk, les restes du Bund prirent la décision d'adhérer officiellement au PCR, ne laissant en dehors de ce dernier qu'une partie insignifiante du Bund avec Abramovitch à la tête. Déjà en 1920, à sa XII^e conférence qui avait reconnu la nécessité de renoncer à la tactique d'opposition à l'égard du pouvoir des Soviets, le Bund avait reconnu

qui, auparavant, soulignait les tâches communes, plaçait maintenant au premier plan ses buts particuliers, purement nationalistes : il est allé jusqu'à proclamer la « fête du samedi » et la « reconnaissance du yiddish ¹ » comme revendication de combat dans sa campagne électorale ². Le Bund a été suivi du Caucase : une partie des social-démocrates caucasiens qui, auparavant, n'iaient avec les autres social-démocrates caucasiens l'« autonomie culturelle-nationale », en font maintenant une revendication du jour ³. Nous ne parlons même pas de la conférence des liquidateurs ⁴ qui a sanctionné diplomatiquement les flottements nationalistes ⁵.

Il s'ensuit donc que les conceptions de la social-démocratie russe sur la question nationale ne sont pas encore nettes pour tous les social-démocrates.

Un examen sérieux de la question nationale sous tous ses aspects est évidemment nécessaire. Il faut que les social-démocrates conséquents fassent un effort coordonné et inlassable pour dissiper le brouillard nationaliste, d'où qu'il vienne.

I. — La nation

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus.

officiellement l'inutilité de sa principale revendication nationaliste, l'« autonomie culturelle-nationale », et il avait déclaré que « la revendication de l'autonomie culturelle-nationale, formulée dans le cadre du régime capitaliste, perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste ».

¹ Cf. *Rapport sur la IX^e conférence du Bund*.

² La IX^e conférence du Bund se tint en juin 1912, à Vienne. Elle examina les questions relatives aux élections pour la IV^e Douma d'Empire et à la convocation de la conférence d'août (des liquidateurs) [voir note 1, p. 9], à laquelle, comme on le sait, participèrent les bundistes. Les résolutions de la X^e conférence du Bund portaient un caractère d'opportunisme et de liquidationisme extrêmes (rejet du mot d'ordre de la République, mise à l'arrière-plan du travail illégal, abandon des tâches révolutionnaires du prolétariat). La conférence sanctionna l'union déclarée du Bund avec les menchéviks-liquidateurs et la « gauche » du Parti socialiste polonais.

³ Cf. *Communication de la conférence d'août*.

⁴ Il s'agit de la conférence des liquidateurs, dite conférence d'août, qui se tint en août 1912, à Vienne, et qui avait pour but l'organisation d'un bloc antibolchéviek. Priront part à la conférence les liquidateurs, le Bund, les Lettons et une partie des social-démocrates caucasiens ; quant au principal organisateur et inspirateur de la conférence, ce fut L. Trotski. Voir la résolution adoptée à cette conférence sur la question nationale et la critique de cette résolution aux pages 51 et suivantes de la présente édition.

⁵ Cf. *Communication de la conférence d'août*.

Cette communauté n'est pas de race, ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Étrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française s'est constituée de Gaulois, de Romains, de Bretons, de Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, des Allemands et des autres, constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les grands États de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que formés historiquement, formés de tribus et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des conglomerats de groupes accidentels et peu liés entre eux, qui se désagrégeaient et s'unissaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, une nation n'est pas un conglomerat accidentel ni éphémère, mais une communauté stable d'hommes.

Mais toute communauté stable ne crée pas la nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les dénomme nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'État ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'État la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles ; cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'unité de ces États. Il s'agit évidemment des langues populaires parlées, et non des langues officielles des administrations.

Ainsi, *communauté de langue*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation. Une langue *commune* pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Nord-Américains parlent la même langue et cependant ils ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Nord-Américains ne constituent-ils pas une seule nation, malgré la langue qui leur est commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne se constitue que comme le résultat de relations durables et régulières, comme le résultat de la vie commune des hommes, de génération en génération. Or, une longue vie en commun est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains peuplaient autrefois un seul territoire, l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis, une partie des Anglais émigra d'Angleterre vers un nouveau territoire, en Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé avec le temps, une nouvelle nation, la nord-américaine. La diversité des territoires a amené la formation de nations diverses.

Ainsi, *communauté de territoire*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire en elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait en outre une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Nord-Américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation, si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme¹ vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue ; et pourtant ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre une vie économique commune, se faisaient la guerre durant des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, que réussissait parfois à réaliser un tsar chanceux, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement aux caprices des princes et à l'indifférence des paysans. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement, en présence du morcellement économique de la Géorgie. Celle-ci, en tant que nation, n'apparut que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque la fin du servage et le progrès de la

¹ Il s'agit ici de la réforme de 1863-1867, qui abolit le servage en Géorgie.

vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme, eurent établi la division du travail entre les régions de la Géorgie, et définitivement ébranlé l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout unique.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, *communauté de la vie économique, cohésion économique*, comme l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. Outre ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités de la psychologie des hommes réunis en nation. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et l'Irlande qui parlent une seule langue forment néanmoins trois nations différentes, un rôle assez important est joué en l'occurrence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes.

Évidemment, la formation psychique en elle-même, ou, comme on l'appelle autrement, le « caractère national », apparaît pour l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et ne saurait être méconnue.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes, qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie ; mais pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il laisse son empreinte sur la physionomie de la nation.

Ainsi, *communauté de la formation psychique* qui se traduit dans la communauté de la culture, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

De cette façon, nous avons épuisé tous les indices caractérisant la nation.

La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture.

Et il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique, est soumise aux lois de l'évolution, possède son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une seule nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont, par exemple, les Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase qui, à notre avis, ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes dont la vie économique et le territoire sont communs, et qui cependant ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas la communauté de langue et de « caractère national ». Tels, par exemple, les Allemands et les Lettons dans les pays de la Baltique.

Enfin les Norvégiens et les Danois parlent une seule langue, sans pour cela former une seule nation vu l'absence des autres indices.

Seule, la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation.

Il peut sembler que le « caractère national » ne soit pas un des indices, mais l'*unique* indice essentiel de la nation, et que tous les autres indices constituent à proprement parler les *conditions* du développement de la nation, et non ses indices. Ce point de vue est partagé, par exemple, par les théoriciens social-démocrates de la question nationale, connus en Autriche, R. Springer et surtout O. Bauer.

Examinons leur théorie de la nation.

D'après Springer,

« la nation est une association d'hommes pensant et parlant de la même manière »... la « communauté culturelle d'hommes contemporains, qui *ne sont plus liés au sol*¹ » [souligné par nous. J. St.].

Ainsi, « association » d'hommes pensant et parlant de la même manière, quelque dissociés qu'ils soient entre eux et où qu'ils vivent.

Bauer va encore plus loin :

Qu'est-ce que la nation ? *interroge-t-il*. Est-ce la communauté de langue qui réunit les hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais... parlent une seule langue, sans toutefois former un seul peuple. Les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment, néanmoins, une nation².

Mais alors qu'est-ce qu'une nation ?

¹ Voir *Le problème national* de R. Springer, p. 43, édit. *Obchtchestvennaïa Polza*, 1909.

² Voir O. Bauer : *La question nationale et la social-démocratie*, pp. 1-2, édit. *Serp*, 1909.

« La nation est une communauté de caractère relative ¹. »

Mais qu'est-ce que le caractère, en l'espèce le caractère national ?
Le caractère national, c'est

la somme des indices distinguant les hommes d'une nationalité de ceux d'une autre, un complexe de qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre ².

Certes, Bauer sait que le caractère national ne tombe pas du ciel, aussi ajoute-t-il :

« Le caractère des hommes n'est déterminé par rien d'autre que leur sort »,...
« la nation n'est autre chose qu'une communauté du sort », déterminée à son tour par les « conditions dans lesquelles les hommes produisent leurs moyens d'existence et répartissent les produits de leur travail ³ ».

Ainsi, nous en arrivons à la définition la plus « complète » de la nation, comme s'exprime Bauer.

« La nation est tout l'ensemble des hommes réunis dans une communauté de caractère sur le terrain de la communauté du sort. ⁴ »

Donc, communauté du caractère national sur le terrain de la communauté du sort, prise en dehors du lien obligatoire avec la communauté du territoire, de la langue et de la vie économique.

Mais que reste-t-il, en ce cas, de la nation ? De quelle communauté nationale peut-il être question chez des hommes dissociés économiquement les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant, de génération en génération, des langues différentes ?

Bauer parle des Juifs comme d'une nation, bien qu'« ils n'aient pas du tout de langue commune ⁵ » ; mais de quelle « communauté du sort » et de quelle cohésion nationale peut-il être question, par exemple, chez les Juifs géorgiens, daghestanais, russes ou américains, complètement détachés les

¹ Voir O. Bauer : *La question nationale et la social-démocratie*, p. 6, édit. Serp, 1909.

² *Idem*, p. 2.

³ *Idem*, pp. 24-25.

⁴ *Idem*, p. 139.

⁵ *Idem*, p. 2.

uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant des langues différentes ?

Les Juifs en question vivent, sans nul doute, une vie économique et politique commune avec les Géorgiens, les Daghestanais, les Russes et les Américains, dans une atmosphère culturelle commune avec chacun de ces peuples ; cela ne peut manquer de laisser une empreinte sur leur caractère national ; et s'il leur est resté quelque chose de commun, c'est la religion, leur origine commune et certains vestiges de leur caractère national. Tout cela est indéniable. Mais comment peut-on affirmer sérieusement que les rites religieux ossifiés et les vestiges psychologiques qui s'évanouissent, influent sur le « sort » des Juifs mentionnés, avec plus de force que le milieu vivant social, économique et culturel qui les entoure ? Or, ce n'est qu'en parlant de cette hypothèse que l'on peut parler des Juifs en général comme d'une nation unique.

Qu'est-ce qui distingue alors la nation de Bauer, de l'« esprit national » mystique et se suffisant à lui-même des spiritualistes ?

Bauer trace une limite infranchissable entre le « trait distinctif » d'une nation (caractère national) et les « conditions » de sa vie, en les dissociant l'un des autres. Mais qu'est-ce que le caractère national, sinon le reflet des conditions de vie, sinon un concentré des impressions reçues du milieu environnant ? Comment peut-on se borner uniquement au caractère national, en l'isolant et le dissociant du terrain qui l'a engendré ?

Et puis, qu'est-ce qui distinguait, à proprement parler, la nation anglaise de la nord-américaine, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, alors que l'Amérique du Nord se dénommait encore la « Nouvelle-Angleterre » ?

Ce n'est évidemment pas le caractère national, car les Nord-Américains étaient originaires de l'Angleterre ; ils avaient emporté avec eux, en Amérique, outre la langue anglaise, le caractère national anglais, dont ils ne pouvaient évidemment pas se départir si vite, quoique sous l'influence des conditions nouvelles, un caractère particulier se formât vraisemblablement chez eux. Et cependant, malgré la communauté plus ou moins grande du caractère, ils constituaient déjà à cette époque une nation distincte de l'Angleterre ! Il est évident que la « Nouvelle-Angleterre », en tant que nation, se distinguait alors de l'Angleterre, en tant que nation, non par son caractère national particulier, ou moins par le caractère national que par le milieu distinct de l'Angleterre, par les conditions de vie.

De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas en réalité d'indice distinctif *unique* de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt un

indice (caractère national), tantôt un autre (langue), tantôt un troisième (territoire, conditions économiques). La nation est une combinaison de tous les indices pris ensemble.

Le point de vue de Bauer identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible, se suffisant à elle-même. Dès lors, ce n'est plus une nation, vivante et agissante, mais quelque chose de mystique, d'insaisissable et d'outre-tombe. Car, je le répète, qu'est-ce par exemple que cette nation juive, constituée par des Juifs géorgiens, daghestanais, russes, américains et autres, dont les membres ne se comprennent pas les uns les autres (parlent des langues différentes), vivent dans les différentes parties du globe, ne se verront jamais, n'agiront jamais en commun, ni en temps de paix, ni en temps de guerre ? Non, ce n'est pas pour de telles « nations » n'existant que sur le papier, que la social-démocratie établit son programme national. Elle ne peut tenir compte que des nations réelles, qui agissent, qui se meuvent et qui, pour cette raison, obligent les autres à compter avec elles.

Bauer confond évidemment la *nation*, catégorie historique, avec la *tribu*, catégorie ethnographique.

Au reste, Bauer lui-même sent apparemment la faiblesse de sa position. Proclamant résolument, au début de son livre, les Juifs comme une nation¹, Bauer se corrige à la fin de son livre, affirmant que la « société capitaliste en général ne leur permet pas (aux Juifs) de se conserver en tant que nation² » et les assimile aux autres nations. La raison en est, paraît-il, que « les Juifs n'ont pas de région délimitée de colonisation³ », alors qu'une telle région existe, par exemple, chez les Tchèques qui, d'après Bauer, doivent se conserver comme nation. Bref, la cause en est dans l'absence de territoire.

Raisonnant ainsi, Bauer voulait démontrer que l'autonomie nationale ne peut pas être la revendication des ouvriers juifs⁴, mais il a, de ce fait, renversé, sans le faire exprès, sa propre théorie, qui nie la communauté du territoire comme l'un des indices de la nation.

Mais Bauer va plus loin. Au début de son livre, il déclare résolument que « les Juifs n'ont pas du tout de langue *commune* et n'en forment pas moins une nation⁵ ». Mais à peine arrivé à la page 130, il change de front en

¹ Voir p. 2 de son livre : *La question nationale et la social-démocratie*.

² *Idem*, p. 389.

³ *Idem*, p. 388.

⁴ *Idem*, p. 396.

⁵ *Idem*, p. 2.

déclarant avec non moins de résolution : « *Il n'est pas douteux qu'aucune nation n'est possible sans une langue commune*¹ » [souligné par nous. J. St.].

Bauer voulait démontrer ici que « la langue est l'instrument le plus important des relations entre les hommes² », mais, en même temps, il a démontré aussi, sans le faire exprès, ce qu'il ne se proposait pas de démontrer, à savoir : la carence de sa propre théorie de la nation, qui nie l'importance de la communauté de la langue.

C'est ainsi que se dément elle-même cette théorie cousue de fil idéaliste.

II. — Le mouvement national

La nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps le processus de constitution des hommes en nations. Il en va ainsi, par exemple, en Europe occidentale. Les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens, etc., se sont constitués en nations, alors que s'effectuait la marche victorieuse du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal.

Mais la formation des nations y signifiait du même coup leur transformation en États nationaux indépendants. Les nations anglaise, française et autres sont, en même temps, des États anglais, etc. L'Irlande, restée en dehors de ce processus, ne change rien au tableau d'ensemble.

Il en va un peu autrement dans l'Europe orientale. Alors qu'en Occident les nations se sont développées en États, en Orient se sont formés des États multinationaux, États composés de plusieurs nationalités. Telles l'Autriche-Hongrie, la Russie. En Autriche, les Allemands se sont avérés les plus évolués sous le rapport politique ; aussi se sont-ils chargés, eux, de réunir les nationalités autrichiennes dans un État. En Hongrie, les Magyars, noyau de nationalités hongroises, se sont avérés les plus aptes à s'organiser en État ; et ce sont encore eux les unificateurs de la Hongrie. En Russie, le rôle d'unificateurs des nationalités a été assumé par les Grands-Russes, qui avaient à leur tête une forte bureaucratie militaire de la noblesse, organisée et historiquement constituée.

Il en a été ainsi en Europe orientale.

¹ Cf. *La question nationale et la social-démocratie*, p. 130.

² *Ibidem*.